

Pour une reconquête de la protection sociale

Pour un grand service public de santé et d'action sociale

Jamais notre protection sociale et notre système de santé et d'action sociale n'avaient subi d'attaques aussi puissantes que ces dernières années.

Notre pays est malade ! Non pas d'une épidémie passagère, mais d'une pathologie dangereuse et persistante : la recherche constante par le patronat du profit maximum.

Tous les secteurs sont attaqués :

♦ Dans la **Sécurité Sociale**, à Pôle Emploi, les groupes de protection sociale, on restructure, on fusionne, on supprime massivement des emplois, on ferme les guichets de CPAM, CAF, CNAV...

♦ Dans l'**aide à domicile**, on précarise encore plus les salariés.

♦ Dans la **mutualité**, on licencie, on ferme les centres de santé.

♦ Dans la **santé et dans l'action sociale**, le gouvernement poursuit sa politique de casse et de démantèlement :

- des heures d'attente aux urgences,
- le déremboursement des produits pharmaceutiques,
- les franchises médicales,

- les fermetures des maternités de proximité,
- l'absence de prise en charge et de suivi des pathologies psychiatriques
- la marchandisation de la prise en charge des personnes âgées
- les groupements de coopération sanitaire public/privé, les partenariats public/privé favorisant le privé lucratif au détriment du public
- les fermetures de services et d'hôpitaux de proximité...

Depuis que le Gouvernement et le Patronat se sont entendus pour mettre en place une politique de « rentabilité du soin », faire de la maladie, du handicap ou de la personne âgée des marchandises rentables, la précarité de l'emploi dans nos secteurs n'a cessé d'augmenter. Les recettes de la Sécurité Sociale ont été détournées au profit des trusts pharmaceutiques du secteur assurantiel et bancaire.

Une prise en charge de la santé à 2 vitesses, celle des riches et celle des pauvres, s'accroît dangereusement. Les diagnostics régionaux démontrent des carences et des inégalités criantes, voire alarmantes pour la population. Les déserts médicaux se font de plus en plus nombreux...



La poursuite des réductions d'effectifs dans nos secteurs d'activité va amplifier la casse de la santé et de la protection sociale.

L'augmentation des cotisations mutualistes, la réduction des remboursements, la négation des besoins ne résolvent en rien le manque de recettes de la protection sociale.

De même, l'augmentation de la TVA « dite sociale » va transférer, sur l'ensemble de la population, une partie du financement de la protection sociale.

C'est d'une autre politique, adossée à un véritable service public et à d'autres choix de société dont nous avons besoin englobant tous les pans de la protection sociale.

- ☞ Le droit à la santé pour tous dans la proximité et la qualité,
- ☞ Le droit à la Sécurité Sociale,
- ☞ Le droit à la maternité, à l'éducation des jeunes enfants, au logement,
- ☞ Le droit de vivre sa vieillesse dignement,
- ☞ Le droit à l'emploi,
- ☞ Le droit à un grand service public de santé et d'action sociale concourant à l'accès aux soins, au droit à l'autonomie, à la cohésion sociale, à la protection des plus faibles et des plus démunis.

Pour cela, il est nécessaire d'agir sur tous les leviers qui contribuent au financement et au développement de la protection sociale :

- Augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux,
- Suppression des exonérations des cotisations sociales et patronales,
- Recouvrement des dettes patronales et Gouvernementales,
- Arrêt des suppressions d'emplois et des licenciements,
- Taxation des revenus financiers et développement d'une politique favorisant les investissements créateurs d'emplois,
- Suppression du secteur "marchand" de la santé et de l'action sociale.

"Chacun paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins".

La devise des créateurs de la Sécu en 1945 n'a jamais été autant d'actualité.

Pour une protection sociale, pour une politique de santé et de l'action sociale, le 29 mars, usagers de la santé, assurés sociaux, ensemble, rassemblons-nous pour la reconquête de la protection sociale.

**LE JEUDI 29 MARS 2012
USAGERS, ASSURES SOCIAUX
AGISSONS !**